


DR MICHAEL PEYROMAURE

Pour le chef du service d'urologie à l'hôpital Cochin à Paris*, les multiples causes de la crise du système de santé sont parfaitement connues. Et une réforme de fond est désormais indispensable.

l'autre, et selon les nnelles (infirmières, médecins, kinésithérapeutes, psychologues...). Par exemple, dans les hôpitaux parisiens, nous manquons surtout d'infirmières. Avec leur salaire médiocre, elles habitent souvent loin de Paris et perdent beaucoup de temps dans les transports. Certaines partent donc en province où la vie est moins chère et plus agréable. Le directeur général de l'AP-HP a pointé le problème des grilles salariales trop rigides et nationales. Il propose

s'ajoute médecins d'aujourd'hui ceux d'hier. Les médecins de famille « l'ancienne » travaillaient tous les jours, la nuit, le week-end. Désormais, beaucoup ferment à 19 heures. Est-il possible aujourd'hui de forcer les gens à sacrifier leur vie privée? Certainement pas. La seule possibilité semble être de desserrer le numerus clausus, d'alléger les tâches administratives des médecins (ils croulent sous la papperasse) et de revaloriser les actes. La consultation à 25 euros est une honte. Mon avis est que chaque médecin devrait pouvoir, s'il le souhaite, demander des dépasse-

Stade de France: certains les valeurs et les règles

 Lire aussi PAGE 7

Panique, tirs de gaz lacrymogène, pickpockets, des individus qui escaladent impunément les grilles du Stade de France: la finale de la Ligue des champions a été un drôle de spectacle. On retiendra les 170 personnes blessées, une centaine d'interpellations pour des actes de délinquance, particulièrement de mineurs. Et tout particulièrement ce qu'en a dit le maire de Saint-Denis, Mathieu Hanotin: « Il n'y avait pas assez d'effectifs de forces de police pour les problèmes de délinquance (...). Le Stade de France était devenu un peu le haut lieu du rassemblement des voyous de toute l'Île-de-France... » (TF1, le 30 mai). Un événement censé être une fête a tourné au fiasco.

On parle beaucoup des supporters anglais qui auraient eu en main des faux billets. Ainsi le problème serait venu d'eux. Force est de constater que ceux qui se sont adonnés aux violences n'avaient rien d'anglais, mais étaient à l'image de ce qu'en dit le maire de Saint-Denis.

C'est l'État de droit qui semble ne plus tenir, parce que certains individus aux comportements hors norme ne respectent plus des limites qui faisaient, il y a encore peu, le socle de l'éducation, tenant au respect des autres et des biens collectifs. Un problème récurrent, qui s'est enraciné.

Mais d'où peut donc venir cet état de fait? Ce qui nous saute à la figure, c'est, de façon de plus en plus flagrante, une socialisation qui n'est plus là. Cela serait-il imputable à une

condition sociale défavorisée?

En France, il y a bien des dispositifs sociaux destinés à ceux qui sont dans le besoin, de nombreuses prestations familiales qui bénéficient aux familles des quartiers, et de façon générale à ceux en difficulté. C'est lorsque l'on ne partage plus les valeurs et les règles d'une société dans laquelle on vit que l'on en vient à cette anarchie.

Les ouvriers des années 1950-1960 étaient loin d'être riches, on se lavait encore souvent à la cuvette avec un seul point d'eau dans l'appartement, on comptait ses sous, mais s'ils revendiquaient, ce n'était pas en s'en prenant à d'autres, en les agressant ou en les volant, mais en manifestant pour l'amélioration de leur condition. Pourquoi? Parce qu'ils partageaient les mêmes repères que leur société, parce qu'ils s'y reconnaissaient, tout en voulant la faire évoluer, comme leur bien. C'est aussi cela qui a été perdu à travers ce que révèlent ces comportements. Le malaise est moins social qu'identitaire.

On a voulu intégrer par les différences, en ménageant les susceptibilités culturelles et religieuses, en laissant croire que l'intégration allait avec le temps marcher toute seule, ce qui a été un échec. D'un côté, on n'a pas assez insisté sur ce qui est à mettre en commun pour faire société, et de l'autre, on n'a pas assez fait pour y faire entrer ces jeunes de plain-pied, quitte à prendre de front la question identitaire.

On s'est trouvé des excuses comme le colonialisme, une France redevable d'on ne sait trop quoi, en croyant acheter à ce prix un semblant de cohésion sociale. On a au contraire encouragé un contentieux et alimenté des fantasmes identitaires. La résistance même de notre République

DESSINS CLAIREFOND



GUYLAIN CHEVRIER

Les scènes de chaos qui ont marqué la finale de la Ligue des champions sont le fait de voyous venus de toute la région, et non de supporters anglais, argumente le docteur en histoire*.

trouvent loin de Paris et
certaines partent donc en
province où la vie
est moins chère et
plus agréable. Le
général
de l'AP-HP a pointé
le problème des
grilles salariales
trop rigides et na-
tionales. Il propose

la nuit, le week-end. Désormais, beau-
coup ferment à 19 heures. Est-il possi-
ble aujourd'hui de forcer les gens à sa-
crifier leur vie privée? Certainement
pas. La seule possibilité semble être de
desserrer le numerus clausus, d'alléger
les tâches administratives des méde-
cins (ils croulent sous la paperasse) et
de revaloriser les actes. La consultation
à 25 euros est une honte. Mon avis est
que chaque médecin devrait pouvoir,
s'il le souhaite, demander des dépasse-

Cette situation a-t-elle
Oui, mais dans le mauvais sens. Nous
sommes assommés de procédures, de
réunions où l'on nous expose des chif-
fres, des « indicateurs ». On parle de taux
d'occupation des lits, de durées moyen-
nes de séjour, de taux d'ambulatoire,
d'index de performance... Tout ceci est
sans doute utile, mais quand va-t-on à
nouveau se préoccuper de la qualité des
soins? À l'hôpital, les décisions ne sont
plus prises par ceux qui soignent les ma-
lades, mais par l'administration qui a pris

et administratif. Notre sys-
tème est tellement déresponsabilisant pour les
médecins, qui passent leur temps à
quermander auprès de l'administration,
n'obtenant d'ailleurs que rarement sa-
tisfaction. C'est une énorme source de
ressentiment et de paralysie. ■
*Auteur de « Hôpital, ce qu'on ne vous
a jamais dit... » (Albin Michel, 2020).
Retrouvez le texte intégral de cet entretien
sur FigaroVox Premium.

de France: certains ne partagent plus valeurs et les règles de leur société

que, tirs de gaz
ymogène, pickpockets,
individus qui escaladent
inément les escaliers
tade de France: la finale
Ligue des champions
spectacle. On retiendra
es blessées, une centaine
pour des actes
particulièrement
out particulièrement
maire de Saint-Denis,
n: « Il n'y avait pas assez
es de police pour
délinquance (...). Le Stade
venu un peu le haut lieu
t des voyous de toute
» (TF1, le 30 mai).
ensé être une fête

condition sociale défavorisée?
En France, il y a bien des dispositifs
sociaux destinés à ceux qui sont dans
le besoin, de nombreuses prestations
familiales qui bénéficient aux familles
des quartiers, et de façon générale à ceux
en difficulté. C'est lorsque l'on ne partage
plus les valeurs et les règles d'une société
dans laquelle on vit que l'on en vient
à cette anarchie.

Les ouvriers des années 1950-1960
étaient loin d'être riches, on se lavait
encore souvent à la cuvette avec un seul
point d'eau dans l'appartement,
on comptait ses sous, mais s'ils
reverdiquaient, ce n'était pas en s'en
prenant à d'autres, en les agressant
ou en les volant, mais en manifestant
pour l'amélioration de leur condition.
Pourquoi? Parce qu'ils partageaient
les mêmes repères que leur société,
parce qu'ils s'y reconnaissaient, tout
en voulant la faire évoluer, comme
leur bien. C'est aussi cela qui a été
perdu à travers ce que révèlent
ces comportements. Le malaise
est moins social qu'identitaire.

On a voulu intégrer par les différences,
en ménageant les susceptibilités
culturelles et religieuses, en laissant
croire que l'intégration allait avec
le temps marcher toute seule, ce qui a été
un échec. D'un côté, on n'a pas assez
insisté sur ce qui est à mettre en commun
pour faire société, et de l'autre, on
n'a pas assez fait pour y faire entrer
ces jeunes de plain-pied, quitte à prendre
de front la question identitaire.

On s'est trouvé des excuses comme le
colonialisme, une France redevable d'on
ne sait trop quoi, en croyant acheter à ce
prix un semblant de cohésion sociale. On
a au contraire encouragé un contentieux
et alimenté des fantasmes identitaires.
La résistance même de notre République

à une logique de communautés séparées,
propre au multiculturalisme anglo-
saxon, au regard de quoi elle est bien plus
exigeante, l'expose régulièrement
à un procès en racisme.

La France se fonde avant tout sur
des individus de droit, des citoyens,
qui portent au-dessus de leurs
différences l'idée de liberté, qui va
avec ne faire qu'une nation, qu'un
peuple. Elle a su dépasser de formidables
contradictions devant l'histoire pour
donner à tous l'égalité des droits, ce qui
dans bien des pays d'origine de ceux
qui vivent sur notre sol, en étant arrivés
comme étrangers, n'existe pas.

On s'est trouvé des excuses comme
le colonialisme, une France redevable
d'on ne sait trop quoi, en croyant acheter
à ce prix un semblant de cohésion

On ne fait pas société en claquant
des doigts. C'est un travail de fond,
qui demande à faire respecter des règles
et à relier droits et devoirs. Mais qu'a-
t-on fait réellement pour faire passer
ce message? Quel collégien ou lycéen
est capable de dire ce que sont
les institutions, valeurs et principes
de notre République, ce qui la définit,
avec les convictions bien accrochées
censées y correspondre au regard
de ce qu'elle est, des millénaires
d'histoire dont elle est le fruit?

Dans un reportage diffusé sur France 2
intitulé *Les Français, c'est les autres*
(février 2016), on interroge une classe
de collégiens de banlieue. Tout d'abord,
« qui est Français? », quasiment tous les
élèves lèvent alors la main. Puis, « qui
se sent français? », et là plus rien. On
reste sans voix. Les problèmes sociaux

ou même de discrimination qui peuvent
exister ne sauraient justifier d'en arriver
là. Il existe aussi une tendance
à mettre toute difficulté au compte
des discriminations, à se victimiser,
pour justifier d'opposer à l'intégration
des affirmations identitaires.

Benzema, qui jouait ce soir-là,
est assez symbolique de ce qui peut
influencer bien des jeunes des quartiers.
Écarté de l'Euro 2016, dans le contexte
de l'affaire de chantage présumé à la
non-diffusion d'une sextape de Mathieu
Valbuena, il avait accusé le sélectionneur
français d'avoir cédé « à une partie
raciste de la France ». Il a récemment

réintégré les Bleus.
Daniel Riolo,
consultant pour RMC
Sport, évoque « la
cristallisation, autour
d'un joueur star, de
pas mal de problèmes
de notre société », avant

d'expliquer que « bon gré mal gré,
Benzema est un porte-voix, un symbole.
Il incarne le binational en malaise avec
la France (...) Benzema, c'est la banlieue.
Celle dont la France a raté l'intégration ».

Cela résume assez bien la situation.
Le foot en lui-même est assez
symptomatique de ce que sous-tendent
ces débordements, un sport-fric qui fait
rêver les quartiers à coups de millions
d'euros, qui est dans la démesure,
et qui cristallise d'autant plus nombre
de frustrations. Le foot est un sport
populaire qui peut donner l'exemple,
aider à dépasser les préjugés, pour
rassembler, fraterniser. Mais cela
n'est vrai que si derrière il y a une société
qui a du sens, sinon on a ce fatras
qui tient des jeux du cirque.

* Ancien membre de la mission laïcité
du Haut Conseil à l'intégration.